



COMPTES SEMESTRIELS 2009

Le 2 juin 2009

Rapport semestriel d'activité

Le premier semestre de l'exercice 2008/2009 est marqué par un contexte de récession économique et un environnement financier perturbé.

Face à cette situation difficile, le Groupe a réagi en prévoyant des actions dans deux directions : la réduction de la dette et l'amélioration des marges.

L'amélioration des marges est toujours relativement longue à se manifester, aussi, le Groupe s'est concentré sur le semestre sur la réduction de la dette avec quatre actions :

- une politique de déstockage agressive dans le but de réduire le besoin en fonds de roulement,
- la recherche de cessions d'actifs non-stratégiques,
- la renégociation des échéances de la dette afin de l'adapter aux capacités de remboursement du Groupe,
- et le renforcement des fonds propres.

Toutes ces actions ont une incidence directe sur les comptes semestriels au 31 mars qui portent à la fois les marques de la dégradation de la conjoncture, les effets immédiats des actions de déstockage, mais aussi les conséquences favorables de cession d'actifs et les prémices d'une amélioration de la marge.

L'analyse est par ailleurs compliquée par l'intégration d'Eider, société acquise en juin 2008, dont la saisonnalité d'activité l'amène à dégager des performances limitées sur le semestre.

Le chiffre d'affaire semestriel au 31 mars 2009 : progression de 7,2 % mais recul de 2,5 % à périmètre constant

A périmètre constant, c'est-à-dire hors intégration de l'activité d'Eider, le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de 2,5 % avec un second trimestre en amélioration par rapport au premier qui affichait un repli de 5,5 %.

Hors Eider et hors incidence de change, le recul de l'activité ressort à - 4,9 %.

Cette performance en retrait est liée à un contexte économique difficile même si la dimension technique des produits du Groupe et des conditions climatiques favorables sur l'hiver 2008/2009 ont permis au Groupe d'afficher une évolution d'activité moins difficile que d'autres sociétés textiles.

Commentaires par pôles

Activité par pôle			
en millions d'euros	S1 07/08	S1 08/09	variation
Pôle Grand Outdoor - Lafuma	52,3	47,3	- 9,7 %
Pôle Surf – Oxbow	34,8	33,0	- 5,4 %
Pôle Country - Le Chameau	12,9	12,2	- 5,4 %
Pôle Montagne - Millet, Eider (1)	20,6	37,0	+ 79,3 %
Groupe Lafuma	120,7	129,4	+ 7,2 %

(1) Hors Eider : + 22,2 %

Le recul du pôle Grand Outdoor est principalement lié aux contre-performances de la marque de jean Ober (-25 %) et de l'activité Mobilier (-16 %) dont la tendance finale dépendra des réassorts sur l'été. L'activité outdoor Lafuma limite en revanche sa baisse à - 3,8 %.

Le pôle Country avec la marque Le Chameau se rétablit progressivement après avoir connu des difficultés de livraisons en raison du démarrage difficile de la nouvelle usine marocaine. Il a pourtant du amortir la baisse des commandes en Angleterre, son second marché après la France, en raison de la faiblesse de la livre sterling.

Le pôle Surf rattrape partiellement son recul du premier trimestre grâce à une bonne résistance de la marque Oxbow en France.

Enfin, hors Eider, le pôle Montagne sous la marque Millet accélère son développement (+ 22 %) sur toutes les lignes de produits. Cette croissance est réalisée principalement en Asie alors que la marque résiste bien en Europe.

On constate globalement que la baisse d'activité concerne principalement les produits qui sont orientées vers la mode alors que les produits techniques résistent mieux.

Ainsi, Oxbow est clairement la marque la plus touchées par le ralentissement de la consommation, pour autant les vêtements techniques destinés à la pratique du surf des neiges ont progressé de plus de 10 % sur l'hiver 2008/2009.

Commentaires par zones géographiques

Activité par zone géographique			
en millions d'euros	S1 07/08	S1 08/09	variation
France	73,2	76,9	+ 4,6 %
International	47,5	52,8	+ 11,2 %
Groupe Lafuma	120,7	129,4	+ 7,2 %

En France, l'activité est en baisse de 4,5 %. Les commerçants et les distributeurs sont en effet restés très prudents sur le réassort et ont préféré profiter des conditions climatiques favorables pour intensifier les déstockages.

L'international poursuit sa croissance, tiré par l'Asie alors que les pays européens ont connu des conditions de marché équivalentes à celle de la France. La croissance de l'activité en Asie s'est toutefois essoufflée en fin du second trimestre et il est probable que la fin de l'exercice confirme ce renversement de tendance.

Commentaires par circuits de distribution

Activité par circuits distribution				
	en millions d'euros	S1 07/08	S1 08/09	variation
Wholesale		102,2	107,1	+ 4,8 %
Retail		18,5	22,3	+ 20,6 %
Groupe Lafuma		120,7	129,4	+ 7,2 %

L'activité retail progresse fortement à l'International (+ 45 %) comme en France (+12,2 %). Cette évolution montre que le travail de repositionnement des marques et des collections est globalement bien accueilli par le public et que le Groupe a un véritable potentiel de croissance à moyen terme dans l'activité retail.

En France, le dynamisme commercial est porté par les boutiques Lafuma qui progressent de 15 %, les sites de vente par internet sous marques Oxbow, Lafuma ou Eider et enfin les magasins d'usine (outlet).

Le réseau des boutiques Oxbow, plus orienté vers la mode et le prêt-à-porter résiste bien dans un contexte particulièrement difficile (-1,6 %).

Des performances semestrielles au 31 mars 2009 marquées par les actions de déstockage et la baisse d'activité

Groupe LAFUMA (millions d'euros)	31/03/2009	31/03/2008
Chiffre d'affaires	129.6	120.6
Marge Brute	68.7	67.3
EBITDA	1.8	4.5
Résultat opérationnel courant	(3.1)	0.7
Résultat opérationnel	0.4	0.8
Coût de l'endettement financier net	(3.4)	(2.6)
Résultat net, part du groupe	(3.2)	(0.7)

Les performances semestrielles font apparaître une perte de 3,2 millions d'euros contre une perte de 0,7 million d'euros au cours du premier semestre de l'exercice 2007/2008.

Ces médiocres performances sont la conséquence de plusieurs facteurs :

- un environnement économique difficile qui se traduit par des chiffres d'affaires en baisse,
- une renforcement du dollar sur la période qui n'a pas permis de dégager des profits de change de même niveau qu'au premier semestre de l'exercice précédent.
- des actions commerciales fortes visant à déstocker les produits issus des collections des saisons précédentes avec une incidence négative sur la marge,
- enfin l'intégration de l'activité d'Eider sur le semestre qui reste déficitaire sur la période en raison de la forte saisonnalité de cette société.

Une baisse de marge brute qui cache une amélioration sous-jacente

L'incidence de ces différents éléments sur la marge brute se chiffre de la façon suivante :

En milliers d'euros	2009	Intégration Eider	Diminution des profits de change	Incidence déstockages [°]	2009 retraité	2008
Chiffre d'affaires	129.6	13.5		2.9	113.3	120.6
Achats consommés	(60.9)	(9.0)	1.0	(3.2)	(49.7)	(53.3)
Marge brute	68.7	4.5	1.0	(0.3)	63.5	67.3
Taux de marge	53,0%	33,2%		-10,6%	56,1%	55,8%

[°] hors déstockages Eider inclus dans les comptes de cette société

Le niveau relativement faible de la marge brute Eider est liée aux mesures de liquidation de certains stocks, notamment de matières premières. Il est aggravé par l'incidence technique dans les comptes de la baisse des stocks avec une intégration moindre des frais généraux. L'incidence s'élève à 0,85 million d'euros sur la période. Notons que ce dernier point se traduit au bilan par une réduction plus forte des stocks et n'a pas d'incidence en trésorerie.

Les profits de change dans le cadre de la couverture des achats en dollars s'étaient élevés à 1,5 million d'euros sur le premier semestre 2008 contre 0,5 million d'euros sur le premier semestre 2009. Le Groupe met en place pour chaque saison des couvertures de change afin de défendre le cours budget tout en essayant de profiter en partie d'une baisse du dollar. Sur le premier semestre 2009, le Groupe a du faire face à un net renforcement du dollar qui ne lui a pas permis de dégager des profits de change comme au cours de l'exercice précédent.

Les mesures de déstockage ont principalement concerné les marques Oxbow, Lafuma, Le Chameau et Ober. Il s'agissait d'articles des saisons précédentes difficiles à écouler dans des délais raisonnables à travers le réseau des magasins d'usine. La perte de 308 milliers d'euros reste limitée, elle valide en grande partie la politique de provisions du Groupe.

Lorsqu'on analyse les comptes 2009 retraités de ces incidences non-récurrentes, on constate alors que la marge brute est en amélioration pour atteindre 56,1 %, niveau historiquement le plus élevé dans le Groupe pour des comptes semestriels. Cette évolution favorable est liée à l'amélioration progressive du mix-produits et au développement de l'activité retail.

Un mouvement de baisse des charges bien engagé

En ce qui concerne les charges d'exploitation, le Groupe a lancé plusieurs actions destinées à mieux les maîtriser dans ce contexte difficile. Ces actions ont déjà une incidence sur le compte de résultats. Ainsi, hors Eider :

- les charges externes sont quasiment stables avec une progression limitée à 1,0 %
- et les frais de personnel enregistrent une baisse de 3,7 %.

Compte tenu du délai nécessaire pour profiter pleinement de ces mesures d'économie, le Groupe attend une évolution plus significative encore sur le second semestre.

Lorsqu'on regarde les comptes analytiques, l'amélioration des charges d'exploitation apparaît clairement. Cette évolution est cependant masquée par les charges exceptionnelles retraitées en partie en opérations courantes dans le cadre des normes IFRS.

Comptes hors Eider	31/03/2008	31/03/2009
Chiffre d'affaires	120,9	117,9
Marge sur coûts variables	52,6	48,7
<i>Taux de marge</i>	<i>43,5%</i>	<i>41,4%</i>
Frais d'exploitation	(51,2)	(49,2)
Résultat d'exploitation	1,4	(0,5)
Cession Millet (net)		5,6
Autres exceptionnels	(0,4)	(3,5)
Participation	(0,3)	(0,7)
Résultat opérationnel	0,8	1,0

Le résultat opérationnel reste positif grâce à la plus-value de cession sur Millet en Corée

Au total, le résultat opérationnel courant affiche une perte de 3,1 millions d'euros lié tant à la conjoncture difficile qu'à l'incidence des mesures prises pour restaurer à terme la rentabilité.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à 3,4 millions d'euros qui se répartissent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Montant
Cession Millet en Corée (net) (1)	4,8
Frais réorganisation des financements	(0,7)
Rachat carte	(0,4)
Restructurations	(0,3)
Total	3,4

(1) Plus-value nette de la participation des salariés.

La cession de la marque Millet en Corée s'élève à 5,8 millions d'euros. Le montant net de cession ressort à 4,8 millions d'euros compte tenu d'un prix de revient limité de 0,2 million d'euros et de l'imputation d'une participation des salariés de 0,7 million d'euros. Compte tenu du caractère exceptionnel de cette participation qui est intégralement liée à cette opération de cession, nous avons estimé logique sur le plan de l'analyse de la rattacher au produit de cession.

Les frais de réorganisation des financements s'élèvent au total à près de 1,0 million d'euros. Ceux-ci ont été éclatés en fonction de leur nature et de leur objet : seul les dépenses ayant un caractère utilisable dans le cadre de l'exploitation courante et qui auraient pu être engagées en dehors de toute négociation bancaire sont conservés en opération courante, le solde étant affecté en autres charges opérationnelles.

Le résultat opérationnel ressort bénéficiaire pour un montant de 0,4 million d'euros, proche de celui du premier semestre de l'exercice précédent.

La répartition de la performance opérationnelle par pôle est la suivante :

(en millions d'euros)	31/03/2008	31/03/2009
Grand Outdoor	(2,3)	(3,4)
Surf	2,3	(0,3)
Country	(0,3)	(0,5)
Montagne, hors Eider	1,1	5,3
ROP à périmètre comparable	0,8	1,2
Eider		(0,8)
Résultat opérationnel	0,8	0,4

Parmi les différents pôles, la baisse est plus marquée sur le pôle Surf et dans une moindre mesure le pôle Grand Outdoor alors que le pôle Country résiste plutôt bien et que le pôle Montagne bénéficie de la plus-value de cession de la marque Millet en Corée.

Une perte semestrielle qui ne traduit pas encore l'incidence des mesures de redressement

Le résultat financier passe de 2,6 millions d'euros à 3,1 millions d'euros. Celui-ci est influencé par trois tendances :

- une baisse des taux d'intérêts à partir du début de l'année 2009,
- une hausse des besoins de financement en raison de l'intégration de Eider et des besoins liés à l'activité,
- une hausse des marges bancaires qui ne permettent de profiter en totalité de la baisse des taux d'intérêt.

Enfin, outre la constatation d'un impôt différé actif au titre des pertes fiscales du semestre, Les comptes font apparaître des pertes de sociétés intégrées par mise en équivalence pour un montant de 0,6 million d'euros. Il s'agit principalement de la filiale anglaise LLC dont l'évolution de la gouvernance a amené le Groupe à modifier la méthode d'intégration pour passer d'une intégration globale à une intégration par mise en équivalence.

Au total, les comptes consolidés font apparaître une perte de 3,1 millions d'euros contre une perte de 0,7 million d'euros au cours du premier semestre de l'exercice précédent. Si le premier semestre est traditionnellement un semestre moins important en termes de performances que le second, il n'est pas logique de dégager des pertes au 31 mars et le Groupe doit poursuivre ses actions de redressement pour retrouver des niveaux de performances cohérents pour le secteur de l'outdoor.

Une politique centrée sur une meilleure maîtrise du besoin en fonds de roulement

Le Groupe a la volonté de réduire son besoin en fonds de roulement. Cela concerne plus particulièrement les stocks et le crédit client alors que le délai de règlement fournisseurs s'est réduit avec l'application de la loi LME en France.

Un mouvement de baisse des stocks bien engagé

Grâce aux actions de sensibilisation des équipes et aux opérations de déstockage, le Groupe a entamé un mouvement de baisse des stocks. Celui-ci est encore insuffisant et il doit être poursuivi sur les mois qui viennent pour véritablement parvenir à des résultats tangibles.

Par rapport au 31 mars 2008, les stocks (hors Eider) ont baissé de 1 million d'euros pour passer de 74,4 millions à 73,3 millions d'euros. Cette baisse d'apparence modeste cache en réalité un mouvement de plus grande ampleur lorsqu'on regarde l'évolution des stocks au mois le mois depuis le début de l'exercice. En effet, à fin octobre 2008, le niveau des stocks était supérieur de près de 10 millions d'euros à celui de fin octobre 2007. La variation sur la période est donc nettement plus importante.

Une gestion du poste client plus exigeante

Concernant le poste client, une attention plus particulière est désormais portée sur le règlement clients.

En France, le suivi client amène peu de retard dans les règlements. L'action porte sur la réduction des délais de règlement négocié. La mise en place de la loi LME sur les délais de règlement amène d'ores et déjà une première évolution mais qui sera plus importante sur la fin de l'année avec l'application des nouveaux délais de paiement sur la campagne d'hiver. En effet la campagne d'été 2009 ayant fait l'objet de commandes en 2008, la LME ne lui était pas applicable.

En Europe en revanche, le Groupe doit composer avec des délais de règlement particulièrement élevés dans les pays du sud et des solvabilités limitées sur les importateurs d'Europe Centrale. La gestion des délais de paiement est donc rendue plus difficile dans le contexte économique actuel.

Une priorité, la réduction de l'endettement

On constate que le Groupe est arrivé à maîtriser sa structure financière malgré les pertes d'exploitation puisque le ratio dette nette sur capitaux propres s'élève au 31 mars 2009 à 89 % alors qu'il était de 86 % au 31 mars 2008.

Cette quasi-stabilisation de la dette marque une première étape mais qui doit être confirmée par une réduction progressive de la dette financière.

Un réaménagement de la dette qui soulage les besoins immédiats du Groupe

Afin de poursuivre sa stratégie de désendettement sur le long terme, le Groupe a renégocié l'ensemble de sa dette à moyen terme dans le but d'avoir une meilleure adéquation entre les échéances de remboursements et les capacités de remboursement du Groupe. Ces accords prévoient notamment l'amortissement du financement syndiqué de 46 millions d'euros en échéances semestrielles de 5 millions d'euros chacune à fin décembre et fin juin de chaque

Commentaires sur les performances au 31/03/2009

année à compter du 31 décembre 2009. Par ailleurs les autres financements à moyen terme voient leurs échéances d'amortissement décalées d'un an.

Grâce à ces accords, le Groupe bénéficie d'une période d'un an sans échéances pour rétablir sa profitabilité et la génération de cash. Il remboursera ensuite sa dette selon un rythme qui correspond mieux à son cycle de trésorerie.

Une augmentation de capital qui conforte la structure financière

Au mois d'avril, le Groupe a lancé une augmentation de capital de 10,4 millions d'euros. Cette opération a pour but dans un premier temps de conforter la structure financière puis permettra dans un second temps d'assurer au Groupe les moyens de son développement stratégique à long terme.

L'opération a été réalisée par augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription et a été souscrite à plus de 60 % par les actionnaires de la société qui ont ainsi marqué leur confiance dans le potentiel de redressement du Groupe.

A l'occasion de cette opération, la Caisse des Dépôts par le biais de sa filiale CDC Entreprises a pris une participation de 14,6 % au capital de la société pour devenir un des principaux actionnaires du Groupe.

Principales transactions entre les parties liées

Les transactions entre parties liées sont décrites dans l'annexe aux comptes semestriels. (note 18). Elles comprennent les transactions entre entreprises associées et les transactions avec les sociétés ayant une incidence notable sur le Groupe Lafuma.

Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice

Concernant les facteurs de risques, le lecteur est invité à se reporter au document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12.03.2009 sous le numéro D-09.0115 (pages 21-22) et à son actualisation en date du 29.04.2009 (note 7.7).

Concernant les principales incertitudes sur le second semestre, le Groupe enregistre à la date de publication du présent rapport un carnet de commandes en baisse, notamment sur les marques Lafuma, Eider et surtout sur la marque Oxbow. En revanche les marques Millet et Le Chameau résistent bien malgré la conjoncture déprimée.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du second semestre affichera une dégradation dont il est encore difficile de prévoir l'ampleur, d'autant plus que l'activité retail qui était restée dynamique sur le premier semestre connaît actuellement une phase de ralentissement.

L'incertitude sur l'évolution du chiffre d'affaires pèse sur les perspectives de résultats annuels alors que, a contrario, le Groupe est engagé dans un mouvement de réduction de charges qui devrait s'accélérer sur le second semestre.

Conclusion : une restructuration encourageante pour le second semestre

Au cours de ce premier semestre 2009, le Groupe aura engagé l'ensemble des actions prioritaires qu'il s'était fixé et a même déjà réalisé certains de ses objectifs :

- le mouvement de baisse du stock et de maîtrise du besoin en fonds de roulement, même s'il est encore timide, est désormais bien engagé ;
- une première cession d'actif significatif, bien que non-stratégique a été réalisé, d'autres cessions du même type pourraient intervenir,
- la renégociation de la dette est achevée
- et le renforcement des capitaux propres par le biais de l'augmentation de capital est réalisé.

Le Groupe entend poursuivre ses actions et mettre en œuvre sur le second semestre l'ensemble de conditions qui lui permettront de rebondir sur l'exercice 2009/2010.

Bilan consolidé

(Montants exprimés en milliers d'euros)

Actif	Notes	2009	2008
		Au 31.03	Au 30.09
- Ecart d'acquisition	9	23 754	23 754
- Immobilisations incorporelles	10	49 950	50 188
- Immobilisations corporelles	11	28 662	29 585
- Autres actifs financiers non courants		3 280	3 395
- Participations dans les entreprises associées		149	146
- Actifs d'impôt différé		120	77
- Autres actifs non courants		1 696	1 031
Actifs non courants		107 611	108 176
- Stocks et en cours	12	77 719	81 612
- Créances clients	13	61 186	72 008
- Autres créances et actifs courants		19 746	21 376
- Actifs d'impôt exigible		679	2 784
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	9 771	9 634
Actifs courants		169 101	187 414
Total actif		276 712	295 590

Passif	Notes	2009	2008
		Au 31.03	Au 30.09
- Capital social	15	17 385	17 385
- Primes		42 813	42 813
- Réserves consolidées		41 596	40 502
- Ecart de conversion		-1 193	-1 279
- Résultat de l'exercice		-3 206	1 621
Capitaux propres - part du groupe	15	97 395	101 042
- Intérêts minoritaires		645	873
Total capitaux propres	15	98 040	101 915
- Provisions pour risques et charges - part à long terme	16	2 665	3 031
- Dettes financières à long terme	17	52 350	7 151
- Passifs d'impôt différé		6 650	7 254
- Autres passifs non courants		2 020	22
Passifs non courants		63 685	17 458
- Provisions pour risques et charges - part à court terme	16	3 202	4 117
- Dettes financières - part à court terme	18	44 313	84 863
- Dettes fournisseurs		35 117	48 625
- Passifs d'impôt exigible		325	396
- Autres dettes et passifs courants		32 030	38 216
Passifs courants		114 987	176 217
Total passif		276 712	295 590

Compte de résultat consolidé

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	Notes	2009 6 mois	2008 6 mois
- Produits des activités ordinaires		129 659	120 678
- Achats consommés		-60 940	-53 165
- Autres achats et charges externes		-34 011	-30 978
- Charges de personnel		-30 277	-29 636
- Impôts et taxes		-2 200	-2 093
- Dotations aux amortissements		-3 773	-3 383
- Dotations aux provisions		-1 073	-416
- Autres produits et charges d'exploitation		-459	-270
Résultat opérationnel courant		-3 074	737
- Autres produits et charges opérationnels	5	3 493	31
Résultat opérationnel		419	768
- Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		14	7
- Coût de l'endettement financier brut		-3 371	-2 593
Coût de l'endettement financier net	6	-3 357	-2 586
- Autres produits et charges financiers		-588	554
- Quote part du résultat net des entreprises associées		-524	-7
Résultat avant impôts		-4 050	-1 271
- Impôts sur les résultats	7	858	563
Résultat net		-3 192	-708
- Part revenant aux minoritaires		14	-35
Résultat net (part du groupe)		-3 206	-673
- Résultat net par action (part du groupe) (en euros)	8	-1,48	-0,32
- Résultat net dilué par action (part du groupe) (en euros)	8	-1,48	-0,32

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	2009 6 mois	2008 6 mois
Résultat net consolidé	-3 192	-708
Incidence des sociétés mises en équivalence	524	7
Dotations et reprises aux amortissements et provisions	2 883	3 092
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	374	542
Résultats sur cession d'actif, subventions	-5 457	210
+/- charges et produits calculés liés aux stocks options	23	24
Autres prod. et charges sans incidence de trésorerie		
+ Coût de l'endettement financier net	3 357	2 824
+/- charge d'impôt (y compris impôts différés)	-859	-563
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts sur les résultats	-2 347	5 428
+/- Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	-1 058	-3 495
- impôt versé	2 446	-541
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-959	1 392
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles financières	-3 488	-5 907
- Variation des autres actifs non courants	-199	-166
+ Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles financières	4 078	123
- Incidence des variations de périmètre	589	24
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	980	-5 926
Augmentation de capital (y compris stock-options)		460
Acquisition et ventes d'actions propres	-15	-86
Nouveaux emprunts	118	20
- Remboursements d'emprunts	-1 780	-927
- Intérêts financiers nets versés	-3 357	-3 193
- Dividendes distribués		-2 112
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-5 034	-5 838
Impact de la variation des taux de change	-272	-1 338
Variation de la trésorerie nette	-5 285	-11 710
Augmentation ou diminution de la trésorerie		
Trésorerie en début d'exercice	-22 609	-8 232
Trésorerie en fin d'exercice	-27 894	-19 942
Variation de la trésorerie nette	-5 285	-11 710

Le détail de la trésorerie en début et fin d'exercice se trouve en note 14.

Etat des produits et charges comptabilisés

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	2009 6 mois	2008 6 mois
Résultat net de la période	-3 192	-708
Résultats sur titres d'auto-contrôle	-5	-42
Juste valeur sur instruments dérivés	-810	-660
Ecart actuariels sur engagements de retraite	275	-415
Juste valeur options d'achat d'actions	23	24
Ecart de conversion	86	-1 059
Total des produits et charges comptabilisés	-3 623	-2 860
Part revenant aux actionnaires de la société mère	-3 637	-2 825
Part revenant aux minoritaires	14	-35

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PRÉSENTATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS

1.1. Présentation du Groupe

Créé en 1930, le Groupe Lafuma conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin et de camping).

Le développement du Groupe s'est fait par croissance interne et par croissance externe (notamment depuis 1995) ; aujourd'hui les principales marques de diffusion sont Lafuma, Millet, Le Chameau, Oxbow et Eider.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le conseil d'administration du 2 juin 2009.

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

1.2. Faits marquants

Depuis la clôture du dernier exercice, les principaux faits marquants sont :

- mars 2009 : cession de la marque Millet en Corée (cf. note 5),
- mars 2009 : signature d'un protocole d'accord portant sur la réorganisation des financements bancaires (cf. note 17).
- mars 2009 : intégration de la filiale LLC en mise en équivalence au lieu d'une intégration globale (cf. note 3.1).

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre fait marquant susceptible de remettre en cause la pertinence des comptes arrêtés.

Du fait de la saisonnalité de l'activité du Groupe, les résultats semestriels ne sont pas nécessairement représentatifs de l'activité qui sera constatée en fin d'exercice.

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1. Référentiel

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés arrêtés au 31 mars 2009 ont été établis conformément à la norme IAS 34, "Information financière intermédiaire". Ils ne comportent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2008 inclus dans le document de référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 12 mars 2009 sous le n° D09-0115.

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2008, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et applicables à partir de l'exercice 2008-2009, qui n'ont pas eu d'impact sur les comptes intermédiaires résumés du Groupe.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 mars 2009 et des comptes comparatifs 2008 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 31 mars 2009 et qui sont d'application obligatoire à cette date. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr).

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôts sur le résultat est comptabilisée dans les comptes consolidés semestriels sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour l'ensemble de l'exercice.

2.2. Nouvelles normes et interprétations IFRS

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice 2008-2009.

2.3. Recours à des estimations

La préparation des comptes consolidés en normes IFRS nécessite de recourir à des estimations et de formuler des hypothèses ayant un impact sur les états financiers. Ces dernières sont prises en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent. Les résultats réels peuvent de ce fait s'avérer différents des estimations initialement formulées.

La crise financière et économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture.

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Lafuma au 31 mars 2009 regroupent les comptes de trente trois sociétés ; trente et une sont en intégration globale et deux mises en équivalence.

La société LLC qui était intégrée dans les comptes consolidés au moyen de la méthode de l'intégration globale a été, à compter de l'arrêté au 31 mars 2009, mise en équivalence. Cette modification de la méthode d'intégration se justifie par un changement progressif du rôle du Groupe qui est devenu plus un partenaire qu'un actionnaire majoritaire de cette filiale, entraînant une perte du contrôle exclusif.

3.2. Incidence de la variation de périmètre

La société Eider a été acquise au 1^{er} juin 2008.

Le périmètre d'intégration est donc différent au 31 mars 2009 de celui du 31 mars 2008.

Sur le premier semestre de l'exercice 2008/2009, les performances de la société Eider sont les suivantes :

	2009 (6 mois)
Chiffres d'affaires	13 480
Résultat opérationnel courant	- 485
Résultat opérationnel	- 567
Résultat net	- 1528

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

Informations par pôle d'activité

Désignations		2009 6 mois	2008 6 mois
Produits des activités ordinaires		129 659	120 678
	- LAFUMA - Grand Outdoor	47 438	52 341
	- MILLET - Montagne	36 915	20 635
	- LE CHAMEAU - Country	12 300	12 869
	- OXBOW - Glisse	33 006	34 833
Résultat opérationnel courant		-3 074	737
	- LAFUMA - Grand Outdoor	-3 073	-2 316
	- MILLET - Montagne	234	1 061
	- LE CHAMEAU - Country	-131	-271
	- OXBOW - Glisse	-104	2 263
Dotation aux amortissements		-3 773	-3 383
	- LAFUMA - Grand Outdoor	-1 951	-2 073
	- MILLET - Montagne	-617	-332
	- LE CHAMEAU - Country	-346	-319
	- OXBOW - Glisse	-859	-659
Résultat net		-3 192	-708
	- LAFUMA - Grand Outdoor	-2 002	-671
	- MILLET - Montagne	1 565	354
	- LE CHAMEAU - Country	-1 227	-347
	- OXBOW - Glisse	-1 528	-44
Investissements		3 488	5 907
	- LAFUMA - Grand Outdoor	1 752	2 693
	- MILLET - Montagne	505	712
	- LE CHAMEAU - Country	354	1 195
	- OXBOW - Glisse	877	1 307

Désignations		2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Actifs non courants		107 611	108 176
	- LAFUMA - Grand Outdoor	23 023	23 041
	- MILLET - Montagne	15 301	14 918
	- LE CHAMEAU - Country	6 961	7 744
	- OXBOW - Glisse	62 326	62 473
Passifs courants et non courants		178 672	193 675
	- LAFUMA - Grand Outdoor	101 224	106 551
	- MILLET - Montagne	29 810	35 145
	- LE CHAMEAU - Country	10 690	12 869
	- OXBOW - Glisse	36 948	39 110
Effectifs		2 229	2 273
	- LAFUMA - Grand Outdoor	996	1 046
	- MILLET - Montagne	557	527
	- LE CHAMEAU - Country	379	400
	- OXBOW - Glisse	297	300

Informations par zone géographique

Désignations		2009 6 mois	2008 6 mois
Produits des activités ordinaires		129 659	120 678
	- France	77 201	73 207
	- Europe hors France	31 238	32 973
	- Asie	15 440	9 962
	- Amérique du Nord	2 791	2 389
	- Autres	2 989	2 147
Investissements		3 488	5 907
	- France	2 941	3 637
	- Europe hors France	144	364
	- Asie	66	601
	- Amérique du Nord	60	206
	- Autres	277	1 099

Désignations		2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Actifs non courants		107 611	108 176
	- France	97 704	97 523
	- Europe hors France	3 007	3 923
	- Asie	2 595	2 545
	- Amérique du Nord	1 007	944
	- Autres	3 298	3 241

5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Désignations	2009 6 mois	2008 6 mois
Produits nets de cession	4 925	
Charges de restructuration	-1 058	31
Autres produits et charges opérationnels	-374	
Total	3 493	31

Les produits nets de cession sont constitués de la plus value nette constatée sur la vente de la marque Millet en Corée (prix de cession brut : 5 800 K€) qui comprend notamment le coût de la participation des salariés liée à cette cession pour un montant provisoire estimé de 694 K€.

Parmi les charges de restructuration, il est intégré une provision de 258 K€ au titre du transfert des activités logistiques textile de Le Chameau du site de Dun-sur-Auron au site groupe de Saint-Rambert d'Albon.

6. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Désignations	2009 6 mois	2008 6 mois
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie :	14	7
Intérêts et charges financières assimilées	-1 991	-2 003
Escompte	-731	-590
Charges liées aux couvertures de taux	-649	
Coût de l'endettement financier brut :	-3 371	-2 593
Total	-3 357	-2 586

7. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

7.1. Impôts différés

Les soldes d'impôts différés au bilan sont les suivants :

Désignations	2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Impôts différés actifs	120	77
Impôts différés passifs	6 650	7 254
Solde net d'impôt différé	-6 530	-7 177
Détail :		
Impôts différés sur différences temporaires	1 863	2 521
Impôts différés sur retraitements fiscaux et d'harmonisation	-818	-1 476
Impôts différés sur élimination des résultats internes	425	380
Impôts différés sur écarts de juste valeur des regroupements d'entreprise	-10 882	-10 954
Activation des reports déficitaires	1 872	1 872
Impôts différés sur autres retraitements	1 010	480

Les impôts différés sur écarts de juste valeur des regroupements d'entreprises incluent notamment les impôts différés calculés sur les évaluations des marques Oxbow et Eider.

7.2. Analyse de l'écart entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé

Désignations	2009		2008	
	6 mois		6 mois	
Résultat avant impôts	-4 050		-1 271	
Quote part/résultat sociétés MEE	-524		-7	
Résultat taxable	-3 526		-1 264	
Charge d'impôt théorique	1 175	33,33%	421	33,33%
Différences permanentes	-198	-15,66%	-90	-7,12%
Taux d'impôt différents	260	20,57%	179	14,16%
Déficits antérieurs activés sur l'exercice		0,00%	10	0,79%
Utilisation des déficits antérieurs non activés		0,00%		0,00%
Déficits de l'exercice non activés	-893	-70,65%	-295	-23,34%
Autres différences	514	40,66%	338	26,74%
Charge d'impôt effective	858	67,90%	563	44,56%

Les autres différences viennent essentiellement des divergences entre résultats comptables et fiscaux dans les différents pays.

8. RÉSULTAT PAR ACTION

Désignations	2009	2008
	6 mois	6 mois
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions émises en début d'exercice	2 173 101	2 113 888
- nombre pondéré d'actions émises dans l'exercice :		
> paiement des dividendes en actions		1 711
> exercice des BSA et des stocks options		
> exercice des ABSA		
> titres d'auto-contrôle	-7 531	-3 397
Nombre d'actions moyen pondéré avant dilution	2 165 571	2 112 202
Nombre d'actions diluées :		
- nombre d'actions émises à la clôture de l'exercice	2 173 101	2 130 101
- options de souscription d'actions		
Nombre d'actions moyen pondéré avec dilution	2 173 101	2 130 101
Economie nette d'impôt de frais financiers sur instruments dilutifs (en Keuros)		
Résultat dilué par action (part du groupe)	-1,48	-0,32

9. ECARTS D'ACQUISITION

Désignations	2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Big Pack Far East	15	15
Lafuma Group SL	65	65
Lafuma	210	210
Le Chameau	459	459
Lafprom	1 093	1 093
Oxbow	21 813	21 813
SCI Le Chevril	99	99
Total	23 754	23 754

Les tests de dépréciation sont réalisés une fois par an, au 30 septembre, lors de la clôture annuelle. Ils sont effectués sur la base d'une estimation de résultat et des perspectives arrêtées pour les exercices suivants.

A chaque clôture semestrielle, il est vérifié qu'il n'existe pas d'indice sérieux de perte de valeur affectant éventuellement les éléments d'actif concernés.

Au 31 mars 2009, en dépit de l'évolution conjoncturelle des résultats semestriels de certains pôles, notamment le pôle Glisse, le Groupe n'identifie pas d'indice de perte de valeur suffisamment significatif.

Aussi, aucune dépréciation n'a été identifiée et comptabilisée.

Le pôle Glisse connaît une baisse d'activité sur le premier semestre et des tendances difficiles sur le second semestre. C'est le pôle le plus sensible à l'évolution de la conjoncture. Le Groupe a donc revu à la baisse les perspectives d'activité dans son plan d'affaires sur les exercices 2009 et 2010. Il a en revanche tenu compte des actions en cours de réalisation destinées à réduire les charges d'exploitation.

Dans ce contexte il n'est pas apparu d'indice de perte de valeur qui amènerait à remettre en cause les tests de dépréciation réalisés à la clôture 2008.

En revanche, sur la base du coût du capital déterminé lors de la clôture au 30 septembre 2008 (8,71 %), il apparaît qu'une augmentation du taux d'actualisation de 1%, soit un coût moyen pondéré du capital de 9,71 %, aurait alors entraîné une dépréciation des actifs concernés d'un montant de 2 756 K€.

10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Désignations	Concess. brevets licences marques	Droits au bail et fonds de commerce	Autres immob. incorporelles	Total
Valeurs brutes				
Au 30 sept. 2008	39 660	8 509	7 124	55 293
Impacts des variations de périmètre				0
Acquisitions	14		388	402
Cessions, sorties et reclassements	-195	-25	-1	-221
Ecart de conversion	6		-9	-3
Au 31 mars 2009	39 485	8 484	7 502	55 471
Amortissements et pertes de valeur				
Au 30 sept. 2008	1 035	22	4 048	5 105
Impacts des variations de périmètre				0
Dotations	54	3	405	462
Cessions, sorties et reclassements	-14	-25		-39
Ecart de conversion	3		-10	-7
Au 31 mars 2009	1 078	0	4 443	5 521
Valeurs nettes				
Au 30 sept. 2008	38 625	8 487	3 076	50 188
Au 31 mars 2009	38 407	8 484	3 059	49 950

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Désignations	Terrains et construct.	Matériels et installat.	Autres	Immob. en cours + avances	Total
Valeurs brutes					
Au 30 sept. 2008	26 972	25 662	18 927	1 842	73 403
Impacts des variations de périmètre			-166		-166
Acquisitions	517	1 047	1 243	162	2 969
Cessions, sorties et reclassements	-35	-309	-574	-1	-919
Ecart de conversion	-488	-320	275	29	-504
Au 31 mars 2009	26 966	26 080	19 705	2 032	74 783
Amortissements					
Au 30 sept. 2008	13 694	19 686	10 438	0	43 818
Impacts des variations de périmètre			-116		-116
Dotations	808	979	1 508		3 295
Cessions, sorties et reclassements	-19	-242	-422		-683
Ecart de conversion	-50	-254	111		-193
Au 31 mars 2009	14 433	20 169	11 519	0	46 121
Valeurs nettes					
Au 30 sept. 2008	13 278	5 976	8 489	1 842	29 585
Au 31 mars 2009	12 533	5 911	8 186	2 032	28 662

Les immobilisations corporelles incluent des biens en locations financements pour une valeur nette de 381 K€ au 31 mars 2009 (construction 351 K€, autres 30 K€), contre 443 K€ au 30 septembre 2008.

12. STOCKS ET EN-COURS

Désignations	2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Matières premières	8 974	10 434
- Dépréciation des matières premières	-1 230	-2 322
Produits et travaux en-cours	3 136	3 667
- Dépréciation des en-cours		
Produits finis	10 016	12 847
- Dépréciation des produits finis	-261	-647
Marchandises	60 115	60 399
- Dépréciation des marchandises	-3 031	-2 766
Total	77 719	81 612

Les stocks nets de dépréciation d'Eider au 31.03.2009 s'élèvent de 3 669 K€, contre 10 003 K€ au 30.09.2008.

13. CRÉANCES CLIENTS

Désignations	2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Créances clients et comptes rattachés	63 522	74 387
- Dépréciation pour créances douteuses	-2 336	-2 379
Total	61 186	72 008

Le Groupe a mis en place des lignes d'affacturage pour un montant global de 35 000 K€. Au 31.03.2009, ces lignes sont utilisées à hauteur de 12 155 K€ (contre 10 198 K€ au 30.09.2008). Ces créances sont déconsolidées pour 9 486 K€ en application d'IAS 39.

Les créances clients nettes hors-groupe d'Eider au 31.03.2009 s'élèvent à 9 025 K€, contre 7 260 K€ au 30.09.2008.

14. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Détail de la trésorerie nette	2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Disponibilités et équivalents	9 771	9 634
- dont disponibilités	9 771	9 631
- dont placements à court terme		3
Comptes courants et avances de trésorerie		-892
Soldes créditeurs de banque	-37 665	-31 351
Trésorerie nette	-27 894	-22 609

15. CAPITAUX PROPRES

Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

(montants exprimés en milliers d'€)

	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Résultats enreg. directement en capitaux propres	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 30 sept. 2008	17 385	42 813	-239	659	40 424	101 042	873	101 915
Changements de méthode (IAS 32 & 39)						0		0
Opérations sur capital						0		0
Opérations sur titres d'auto-contrôle			-10	-5		-15		-15
Dividendes versés						0		0
Résultat de l'exercice					-3 206	-3 206	14	-3 192
Résultats enregistrés directement en capitaux propres								
Juste valeur sur instruments dérivés				-810		-810		-810
Ecart actuariels sur engagements de retraite				275		275		275
Juste valeur options d'achat d'actions				23		23		23
Ecart de conversion				86		86	26	112
Variation de périmètre						0	-268	-268
Autres variations						0		0
Au 31 mars 2009	17 385	42 813	-249	228	37 218	97 395	645	98 040

Les dividendes versés par la société consolidante sur l'exercice 2007/2008 se sont élevés à 2 114 K€.

L'assemblée générale du 19 mars a décidé de ne pas distribuer de dividendes au titre de l'exercice 2008/2009.

Par ailleurs, le groupe a procédé à une augmentation de capital de 10 431 K€ en mai 2009 (cf. note 20.2)

16. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges (part à court terme et part à long terme) évoluent de 7 148 K€ au 30 septembre 2008 à 5 867 K€ au 31 mars 2009. Les principales évolutions sont les suivantes :

- un complément de provision pour contentieux sur l'agent commercial espagnol d'Oxbow pour un montant de 550 K€,
- une réduction de 351 K€ de la provision pour indemnité de départ à la retraite en raison du changement du taux d'actualisation, en application de la réglementation (indice iBoxx au 31 mars 2009 (5,49%) contre OAT 10 ans au 30 septembre 2008 (4,35%)).
- une diminution de 1 262 K€ des provisions pour restructuration essentiellement dues aux suites des plans sociaux engagés préalablement chez Lafuma et Eider.

17. DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME

Désignations	2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Emprunts à long et moyen terme	51 717	6 480
Emprunts liés aux locations financements	38	76
Emprunts et dettes financières divers	506	506
Avances conditionnées	89	89
Total	52 350	7 151

Analyse par échéances

A plus d'un an et moins de cinq ans	51 091	6 471
A plus de cinq ans	1 259	680

Plus précisément l'apurement des emprunts à long et moyen terme pour un montant de 51 717 K€ est le suivant :

Exercices	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	Au-delà de 2012/2013
Montants à rembourser	6 174	12 924	12 318	12 018	8 283

Intérêts à payer jusqu'au remboursement intégral des emprunts à long et moyen terme

	2 009 Au 31.03	2 008 Au 30.09
A plus d'un an et moins de cinq ans	5 987	578
A plus de cinq ans	66	39

Les emprunts à long et moyen terme ont été souscrits en euros.

Le groupe a obtenu un accord des banques relatif à la réorganisation des financements moyen terme fin mars 2009. Cet accord a été, par la suite, ratifié par un protocole en date du 17 avril 2009. Celui-ci prévoit :

- la mise en place, concernant le crédit syndiqué (montant restant dû de 46 M€ au 30 septembre 2008), de deux échéances annuelles en juin et décembre de 5 millions d'euros chacune, la première intervenant le 31 décembre 2009, au lieu d'une échéance annuelle de 11 millions d'euros à fin septembre, et ce, afin de mieux s'adapter aux cycles de trésorerie du Groupe ;

- le report d'un an des échéances de remboursement en principal des autres financements à moyen terme (8,6 millions d'euros).

- la confirmation des engagements bancaires jusqu'au 30 juin 2010 en ce compris les lignes d'ouverture de crédits documentaires dont le montant a été ajusté aux besoins du Groupe.

Concernant l'ensemble des crédits moyen terme, il a été convenu avec les banques de supprimer le test de covenant au 30 septembre 2009 et de l'appliquer pour la première fois à l'arrêté des comptes du 30 septembre 2010 sur l'ensemble des financements moyen terme.

Outre le ratio Dette financière nette/ Fonds propres qui reste inchangé (<1), le nouveau ratio retenu est le rapport Dette financière nette/Ebitda qui doit être inférieur à 4,5 au 30 septembre 2010 et 3,5 pour les autres exercices.

A titre de garantie des financements moyen terme, les banques bénéficient des nantisements prévus au contrat syndiqué : nantissement de la marque Lafuma, des titres Oxbow, Le Chameau et Millet. Les financements à moyen terme hors crédit syndiqué bénéficient des mêmes garanties inscrites en second rang ainsi que d'une hypothèque sur le site d'Anneyron où se trouve le siège social du Groupe.

Par ailleurs, en cas de cession d'actifs supérieurs à 2 millions d'euros, la Société s'engage à affecter la moitié des produits nets encaissés en remboursement des financements à moyen terme ;

Bien que ces engagements puissent être considérés comme irrévocables sur une période d'un an, le Groupe a choisi de les inscrire en dettes à court terme au 31 mars 2009, par souci de lisibilité et de comparabilité avec les comptes qui seront arrêtés au 30 septembre 2009.

18. DETTES FINANCIÈRES - PART À COURT TERME

Désignations	2009 Au 31.03	2008 Au 30.09
Emprunts et autres financements	6 369	53 094
Emprunts liés aux locations financements	120	165
Avances conditionnées	77	172
Soldes créditeurs de banque et intérêts courus	37 747	31 432
Total	44 313	84 863

19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

19.1. Transactions avec les entreprises associées

Les entreprises associées identifiées sont LWA et LLC. Ces sociétés sont mises en équivalence dans les comptes consolidés.

Les données au 31.03.2008 et au 30.09.2008 ne concernaient que la société LWA. La société LLC était consolidée à ce moment là selon la méthode de l'intégration globale.

Désignations	2009 (au 31.03)	2008 (au 30.09)
Prêts ou avances accordés	914	
Dettes	-124	-167
Créances	1 665	222

Désignations	2009 (6 mois)	2008 (6 mois)
Produits des activités ordinaires	3 247	313
Achats consommés	-3	-1
Charges externes	-517	-515
Charges de personnel		-10
Impôts et taxes		
Coût de l'endettement financier net	12	-1

19.2. Parties liées ayant une influence notable sur le Groupe

Le tableau des parties liées ayant une influence notable sur le Groupe reprend les montants mettant en relation le Groupe et la société Sherpa Finance (président Philippe Joffard).

Désignations	2009 (6 mois)	2008 (6 mois)
Produits des activités ordinaires		3
Dividendes versés		225

20. AUTRES INFORMATIONS

20.1. Passifs éventuels

A notre connaissance, il n'existe pas d'autres passif pouvant avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société Lafuma SA et de ses filiales.

20.2. Evénements postérieurs à la clôture

La société Lafuma S.A. a lancé une augmentation de capital d'un montant de 10 431 K€ par création de 1 303 860 actions nouvelles. Cette opération s'est déroulée du 4 au 14 mai 2009 et a été intégralement souscrite. A cette occasion, la Caisse des Dépôts, garante de l'opération, est entrée au capital à hauteur de 14,6%. A l'issue de cette opération, le capital social est composé de 3 476 961 actions de 8 € de nominal et s'élève à 27 816 K€.

La répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

	Pourcentage du capital	Pourcentage des droits de vote
Groupe Comir (1)	20,3	26,0
Familles (2)	16,0	21,9
CDC Entreprise	14,6	11,3
Fortis	7,3	7,3
Public	41,8	33,5
Total	100	100

(1) Comir et Soparcif ; (2) Familles Joffard, Chapuis, Lafuma et Bossard

LAFUMA

Société Anonyme

ANNEYRON

26140 SAINT-RAMBERT D'ALBON

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle 2009**

GRANT THORNTON
42 avenue Georges Pompidou
69003 LYON

DELOITTE & ASSOCIES
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

LAFUMA

Société Anonyme

ANNEYRON

26140 SAINT-RAMBERT D'ALBON

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L.232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LAFUMA, relatifs à la période du 1er octobre 2008 au 31 mars 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 -norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne- relative à l'information financière intermédiaire.

II. VERIFICATION SPECIFIQUE

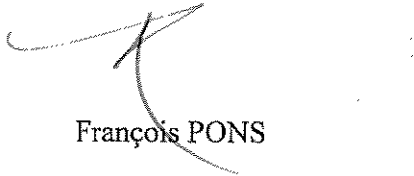
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Villeurbanne, le 8 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes


GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International



François PONS

DELOITTE & ASSOCIES



Dominique NATALE

Attestation du rapport financier semestriel:

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Philippe Joffard
Président-Directeur Général